

De ^{lin} Tribunal Domestique
chez les Romains.

Les Romains n'avoient pas
comme les Grecs des Magistrats
particuliers qui eussent
inspection sur la conduite
des f. Les Censeurs n'avoient
l'œil sur elles que comme
sur le reste des Citoyens
de la Republique. L'institution
du Tribunal Domestique
supplea à la Magistrature
établie chez les Grecs.

Nous avons vu dans une
note du précédent Chapitre
qu'il y avoit à Athènes
un Magistrat particulier
qui veilloit sur la conduite
des f. L'Auteur n'ayant
point indiqué ^{où} il a trouvé
ce fait, nous n'avons pu
nous en assurer; nous l'avons

Traduction de P. Le Jai
p. 121.

cherché dans plusieurs Auteurs
sans le trouver. et quant
au Cribunal Domestique
des Romains dont l'Auteur
parle ici, comme il —
renvoye par ses notes à
Denis d'Halycarnasse et
à Sile-Live, nous les
avons consultés. Denis
d'Halycarnasse, sous le titre
en marge de réflexion sur
le mariage dit que la
première matière qu'un
Legislateur doit ^{agiter} ~~regler~~, c'est
le commerce & que les h. —
doivent avoir avec les f. et
que sur cela, les uns ont
laissé aux h. et aux f. une
pleine liberté; croyant —
prévenir ~~et~~ ^{en} cela les inconveniens
de la jalousie; que d'autres
ont banni cette licence et
ont resserré les liens du

+ nous ne savons point
si ce n'est pas cely qui a
donné à tant de libes de
plein à athenes un magistrat
pour cet usage

mariages entre un seul h-
et une seule f. simplement,
sans faire de Loy pour leur
bonnes conduites; d'autres,
dit-il; ont fait plus que
les Lacédémoniens; ils ont
porté des Loix qui sembloient
mettre l'honneur des f. à
couvert. Quelques uns ont
créés des Magistrats pour
veiller à la garde de leur
chastetés; mais ils n'ont pu
conserver les mariages dans
leur pureté.

Voilà l'extrait fidelle de
ce qu'on pourra lire un
peu plus étendu au lieu où
nous l'indiquons. Il me
semble qu'on n'y trouve
point que les Grecs en
général eussent de ces
Magistrats particuliers
pour avoir inspection

précisément sur la conduite
des f.

Quant au Tribunal
Domestique des Romains dont
parle l'Auteur, voici ce que
dit le Tit Denis d'Halicarnasse
à la même page. Pour
Romulus, sans donner droit
au Mari d'intenter action
contre la f. qui se seroit
deshonorée ou qui l'auroit
abandonnée injustement, ni
sans permettre réciproquement
à la f. de poursuivre en
justice son Mari pour
cause de mauvaise conduite
ou de divorce illégitime, il
ne porta qu'une seule loi
qui prévint tous les abus
comme l'expérience l'a fait
voir. Cette loi étoit d'entrer
en communauté de biens, et
de sacrifices &c. lors qu'on
s'épousoit par les loix sacrées du mariage

On voit ici qu'une f. qui
se feroit deshonorer, ou qui
auroit abandonné injustement
son Mari, ou un Mari qui
auroit eu une mauvaise
conduite ou fait un
divorce illégitime auroient
été au pair, et que ces
mauvaises actions étoient
considérées au pair, mais
ce n'est point là ce que
l'Auteur a le dessein de
faire voir. On trouve dans
plusieurs Auteurs et dans
les Loix mêmes des Romains
que le Mari d'une f. —
vicieuse assembloit les Parents
de la f. et jugeoit de son
crime avec eux, mais qu'il
nous soit permis, à l'exemple
de l'Auteur, d'appeler
ici une Nation dont nous

| C'est à dire pour nous faire
sauter que l'amour du bon
ordre et des bonnes mœurs
a regné généralement chez
les nations poliliées, et que
les infractions [P. Barne]

de l'un et de l'autre, ont pour
cela même été punies mais
dans les hommes comme
dans les femmes.

avons besoin pour comprendre
l'Esprit des Loix dont il
parle. | Chez les Germains

pour le maintien de la
pureté des mœurs dans le
mariage, on en punissoit
très sévèrement la violation.

Quand un mari pouvoit
accuser sa f. d'adultère, elle
étoit remise à sa discrétion
pour la faire mourir et
quand la f. étoit dans le
cas de faire la même
accusation envers son mari,
celui-ci lui étoit pareillement
livré pour qu'elle lui fît
subir la même peine. De

pareilles Loix sont, sans doute,
violentes, et B. possiblement
pourroient ouvrir la porte
à l'injustice. Cependant,
dans quelques circonstances
elles ont pu être nécessaires.

Ms. 2441/45
Mais elles n'ont jamais pu
être qu'odieuses quand elles
n'ont pas été réciproques.
Quoiqu'on ne les voie pas
telles chez les Romains, ce
n'est pas tout à fait une
raison pour être sûr qu'elles
ne l'étoient pas: On voit
même des choses qui
pourroient faire supposer
qu'elles ~~devoient~~ ^{l'étoient} l'être. On
mit entre les mains de la
S. de Regulus et à la
discretion des Carthaginois
sur lesquels elle put
venger la mort cruelle
que son Mari avoit souffert
chez cette Nation. Ce
pourroit aussi bien passer
pour l'usage du Tribunal
Domestique dont l'auteur
^{et tout de la} fait tant de mention, que

le trait des Baccanales
a lemy de son tribunal
qu'il cite et que voici mot
à mot. &

Quand on eut decouvert les
mysteres des Baccanales qui
s'etoient introduits chez les
Romains et qu'on voulut
remedier aux desordres qui
s'y commettoient, on se faisoit
cite L. 4^e Decade L. 9. p. 186. des plus coupables, on ~~en~~
~~fit un grand nombre~~
~~de prisonniers~~
~~et il s'en~~
trouva ^{des tittelines} plusieurs de l'un et
de l'autre sexe qui
meritoient l'un ou l'autre,
les fers ou la mort. on
mit les f. condannees, entre
les mains de leurs Parens, ou
de ceux qui avoient quelque
puissance sur elles afin de

les punir en secret, et s'il
ne se trouvoit personne
qui put en faire justice, on
les exécutoit en public.

il n'est pas seulement question
de mœurs dans le passage, mais
cependant l'envie du son tribunal
domestique que par rapport
à eux.

les peines de ce tribunal
devoient être arbitraires,
et l'étoient en effet car
tout ce qui regarde les
mœurs, tout ce qui regarde
les règles de la modestie
ne peut guères être compris
sous un Code de Loix. Il est
aisé de régler par des Loix
ce qu'on doit aux autres;
il est difficile d'y comprendre
tout ce qu'on se doit à
soi-même.

Celui peut faire une peinture
du Tribunal des Censeurs tels
qu'ils étoient établis à
Rome. La République étoit
deux h. choisis dans les
meilleurs et les plus sages
Citoyens, mais le Tribunal
Domestique que l'Auteur
entend, peut il être défini
comme l'Auteur vient de
le faire? Tous les Maris
pouvoient-ils avoir par
excellence, une préminence
de mérite et de jugement
et des mœurs assez pures et
assez parfaittes pour pouvoir
régler celles de leurs f.
arbitrairement. On fait
par toutes les Loix, que la
Rep^d avoit su cela si
peu les opinions que l'Auteur
lui prête, que les Loix

prononçant des peines contre
les Maris qui en usôient ~~pas~~
mal avec leurs f.

Le Tribunal Domestique
regardoit la conduite générale
des f. Mais il y avoit un crime
qui, outre l'animadversion de ce
Tribunal, étoit encore soumis
à une accusation publique;
c'étoit l'adultère.

En lisant ~~une~~ l'Histoire Romaine
on ne prend point une idée
suffisante de ce qu'il plaît à
l'Auteur d'appeller Tribunal
Domestique. Le Jugement d'un
Mari ^{avec les} ~~et des~~ Parens de sa f.
donne plutôt l'idée d'un avis
de Parens pour concilier la
famille que celle d'un Tribunal,
et si l'on a permis pendant
un tems aux parties intéressées
de juger de certaines affaires,
le traité de la f. de Regulus
que nous avons rapporté nous

que les f. pouvoient avoir -
part à ce privilège aussi -
bien que les h. Il y avoit
d'ailleurs ^{sans doute} parmi les Parens -
qui jugeoient avec le Mari
des f. aussi bien que des
h. : Mais ce Tribunal, de
quelque façon qu'on le suppose
et l'accusation publique de
l'Adultere pouvoient et
devoient avoir de très grands
inconveniens qu'il est fort aisé
d'imaginer. Cependant, voici
comme l'Auteur en parle
dans le commencement du
chapitre suivant.

p. 167. chap. 11.

~~Comme~~ Comme le Tribunal
Domestique supposoit des
mœurs, l'accusation publique
en supposoit aussi, et cela
fit que ces deux choses tombèrent
avec les mœurs, et finirent
avec la République.

raison toutes les affaires, et la
surprise des historiens qui
regardent cœ des faits singuliers
et comme un renouvellement
de la pratique ancienne les
Jugemens que Clibère fit
rendre par cette forme seroient
plutôt une preuve que ce
que l'Auteur appelle
Tribunal Domestique auroit
été reconnu pour mauvais
et abrogé depuis longtems,
qu'il ne prouveroit que ce
Tribunal eut subsisté ^{longtems} sous
l'autorité des Loix et qu'il
eut été la cause et l'effet
des bonnes mœurs. Il y a eu
des Préteurs dès le commencement
de la République. Ce nom
se donnoit d'abord à tous les
Magistrats et même aux
Généraux d'Armée. Depuis,

Ms. 244174(5)
il fut particulier aux
Magistrats qui rendoit la
justice, et tels que fussent
ces Magistrats, tels qu'ils
puissent être partout, Il
vaut assurément mieux
avoir à faire à eux, ~~et on~~
~~doit trouver entre leurs~~
~~main plus de justice~~, qu'à
ses propres Parens dont on
peut être haï ou favorisé.

L'établissement de la
Monarchie et le changement
des mœurs firent encore
l'accusation publique. On
pouvoit craindre qu'un
malhonnête h. piqué d'un
mépris d'une f., indigné de
ses refus, outré de sa vertu
même ne formât le dessein
de la perdre. (A)

Un gouvernement

Républicain n'a que faire de
devenir Monarchique, et il
n'est pas nécessaire que les
mœurs changent pour qu'on
sente l'inconvénient de
l'accusation publique; dans
le cas où l'Auteur l'applique.
Il suffit que le Gouvernement,
tel qu'il soit, considère les
inconvéniens qui en peuvent
arriver; car non seulement
celui que l'Auteur met dans
la réflexion est fort
possible, mais beaucoup
d'autres, puis que tous les
motifs injustes par lesquels
on peut agir contre quelqu'un
sont favorisés par la liberté
de cette accusation.

Sixte qui^{aurait} voulu
vainement la rétablir dans
son siècle

* Sixte-quin ordonna qu'un
Mari qui n'iroit point se
plaindre à lui des débauches de
sa f. seroit puni de mort. —
Voyez, Leti, dit l'Auteur.

Nous avons parcouru la
vie de Sixte-quin par Gregorio
Leti: nous n'y avons point
trouvé la citation de l'Auteur.
Nous y avons seulement trouvé
que Sixte-quin ordonna que
les adultères fussent condamnés
à mort, qu'il défendit aux
Juges de leur faire aucun quartier,
qu'il les fit chercher avec soin
et diligence, et promit
récompense à ceux qui en
révéleront quelqu'un à la
Justice, et que le p^r h. entrepris
pour ce crime fut un Parent
du Marquis Altens qui eut
la tête tranchée en public.
Vie de Sixte-quin. L. 1. p. 332,
et 333. Edition de Paris 1683.

Sixte-quin, dit l'Auteur,
sembla vouloir renouveler
l'accusation publique*, mais il
ne faut qu'un peu de réflexion
pour voir que cette Loy dans
une Monarchie telle que la
sienne étoit encore plus
déplacée que dans toutes
autres.

Comment l'Auteur peut-il
l'exprimer ainsi après le
cas qu'il vient de faire de
l'accusation publique? Il lui
plaît de dire que Sixte-quin
sembla vouloir la renouveler
et pour cela il fait une
note; et ce n'est pas trop
de dire qu'il la fait puis-
qu'on peut voir cy à côté
que ce qu'on lit dans Leti
à ce sujet, ne ressemble en
rien à ce qu'il
avance.

